

Quelle perspective pour l'approche par les Capacités¹ ?

par

Alexandre BERTIN

Doctorant

Centre d'Economie du Développement (IFReDE-GRES) – Université Montesquieu-Bordeaux IV

Résumé :

Depuis trente ans, le paradigme utilitariste du bien-être est remis en cause par de nombreux auteurs. Amartya Sen, s'appuyant sur la lecture de l'œuvre de John Rawls, est celui qui a poussé le plus loin l'analyse en développant de nouvelles notions comme les capacités et les fonctionnements, permettant ainsi de repenser le développement et l'évaluation de la pauvreté sur des bases non plus seulement monétaires, mais aussi philosophiques, sociales ou politiques. Le cheminement et l'enrichissement de cette approche par de nombreux auteurs peuvent-ils toutefois conduire à l'élaboration d'un nouveau paradigme économique ou se contentent-ils d'enrichir le paradigme utilitariste ? La réponse ne saurait être positive puisque Sen reste avant tout un économiste utilitariste, basant son analyse du bien-être sur l'utilité retirée par les individus de la réalisation des fonctionnements potentiels.

Abstract : Which Capability Approach prospect ?

The aim of this paper is to draw a framework of the Capability Approach evolution from its roots to its prospects, from the criticism of utilitarian and rawlsian's theories to the freedom-based model of development. The main asset of the Sen's Capability Approach is a new measure of Well-Being based on non-monetary reflexions. But can one affirm that the Capability Approach is a new paradigm? One must answer negatively as this approach remains a utilitarian measure of well-being.

Mots-clés : Utilitarisme, Capabilités, Fonctionnements, Développement, Liberté

JEL classification : B31 ; I31 ; I32 ; O10

¹ Je tiens à remercier Nicolas Sirven pour ses relectures attentives et ses judicieux conseils, ainsi que Jean-Pierre Lachaud, Jean-Luc Dubois et Jean-Marie Harribey pour leurs remarques pertinentes qui ont permis les corrections.

Sommaire

1. Introduction.....	1
2. Les origines de la pensée.....	1
1. <i>La confrontation avec Rawls</i>	1
A. La Théorie de la Justice comme Equité.....	1
B. La réaction de Sen.....	2
2. <i>La remise en question de la conception utilitariste du bien-être</i>	2
A. La limite des hypothèses comportementales.....	3
B. La mesure du bien-être.....	3
3. Le développement de la pensée de Sen.....	4
1. <i>Des Entitlements aux capacités (1981-1987)</i>	4
2. <i>L'enrichissement de l'approche (depuis 1987)</i>	6
A. Vers une inégalité de capacités.....	6
B. Le développement comme renforcement des libertés.....	6
C. La dynamique des Capacités.....	7
4. Les limites de l'approche par les Capacités.....	7
1. <i>Le problème de l'évaluation des Capacités</i>	7
A. Capacités ou fonctionnements de l'individu.....	7
B. La construction d'un indicateur de fonctionnements accomplis.....	8
2. <i>Les Capacités comme nouveau paradigme ?</i>	9
A. Un nouveau paradigme économique ?.....	9
B. Vers un paradigme politique ?.....	10
5. Conclusion.....	10
Références bibliographiques.....	10

1. Introduction

Depuis plus de cinquante ans, les politiques de développement sont allées d'échec en échec. Les différentes théories sous-jacentes n'ont jamais réussi à atteindre les buts fixés et l'on peut se demander si les Objectifs du Millénaire établis en 2000 par le PNUD le seront en 2015. Même si quelques progrès peuvent être notés en matière d'éducation, les niveaux de pauvreté absolue et relative ne cessent de croître² et la pandémie du SIDA a fait reculer l'espérance de vie dans certains pays africains. L'espoir fondé sur une croissance économique *bonne pour tous* est aujourd'hui oublié. Une vision alternative du développement est apparue depuis quelques années grâce à l'approche par les Capacités³ d'Amartya Sen. Cette nouvelle approche, qui abandonne la vision monétaire du bien-être, permet d'enrichir l'analyse à des considérations sociales, philosophiques ou politiques. On peut, toutefois, se demander en quoi cette approche permet de repenser le bien-être, et si elle peut constituer un nouveau modèle de développement ? Nous verrons tout d'abord comment cette approche a pris forme, en quoi elle consiste puis nous nous questionnerons sur sa pertinence empirique, notamment en matière de développement.

2. Les origines de la pensée

Les premières publications d'Amartya Sen [1970] montrent qu'il s'inscrit, à l'origine, comme un théoricien néo-classique du Social Choice. Mais à partir de sa découverte de l'œuvre de John Rawls en 1976, il opte pour une position critique quant à l'évaluation standard du bien-être et fonde son point de référence à partir duquel il construit sa propre conception d'une distribution juste des richesses.

1. La confrontation avec Rawls

La position de Sen vis-à-vis de l'utilitarisme néo-classique prend racine dans sa lecture de la Théorie de la Justice de John Rawls [1971]. Toutefois, très rapidement Sen se démarque de Rawls en critiquant ouvertement une position qu'il qualifie de fétichiste.

A. La Théorie de la Justice comme Equité

L'œuvre du philosophe J. Rawls prend toute sa mesure en 1971, lors de la publication de la Théorie de la Justice. Très rapidement, Rawls se situe en porte-à-faux de la théorie utilitariste puisque « [s]on but est d'élaborer une théorie de la justice qui représente une solution de rechange à la pensée utilitariste »⁴. Dans l'optique de proposer une approche alternative, Rawls part de l'idée d'un état de nature initial dans lequel les individus acceptent un système sans savoir à l'avance s'ils en retireront un quelconque avantage. Ils sont cachés par un voile d'ignorance, c'est-à-dire qu'ils ne possèdent aucune information sur leur situation au sein de cette société et sont donc enclins à accepter des principes de justice dans lesquels la place de chacun est déterminée par une exigence d'impartialité et d'équité. Il en résulte deux principes de justice qui, résumés, peuvent s'énoncer ainsi : (i) une égale liberté pour tous, (ii) une égalité des chances et un principe de différence, l'inégalité n'étant justifiée

² Nous nous appuyons ici sur le papier de Reddy et Pogge [2003]. D'autres sources, comme la Banque Mondiale montrent que cette proposition n'est pas forcément vérifiée.

³ Nous reprendrons à notre compte ici la remarque de Farvaque [2003], qui traduit *capability* par le néologisme *capabilité*. Le débat francophone au sujet des traductions est aujourd'hui encore de vigueur, c'est pourquoi nous emploierons de manière systématique le terme *Approche par les Capacités* pour désigner le cadre général d'analyse. La traduction de *capability* par *capacités* pose le problème de la place du terme anglo-saxon *capacity*, traduisible en français par *habilité* à.

⁴ Rawls [1971], p. 49.

qu'au cas où elle profite aux plus démunis. Ces deux principes sont accompagnés d'un principe de priorité des libertés fondamentales sur l'égalité des chances qui est elle-même prioritaire sur l'égalisation des ressources. Ainsi, la liberté individuelle est sauvegardée, sous réserve qu'une liberté semblable soit accordée à toutes et à tous. En conséquence, sa Théorie de la Justice comme Équité prône un système social juste dans lequel les individus peuvent développer leurs désirs et fournit « *un cadre constitué de droits et de possibilités ainsi que des moyens de satisfaction, à l'intérieur duquel et grâce auquel ces fins peuvent être équitablement poursuivies* »⁵. Ainsi, Rawls élargit le concept de bien-être à d'autres considérations que la simple satisfaction utilitariste, en introduisant une notion essentielle qui est celle des libertés que chacun d'entre nous possède et qu'il peut faire valoir à tout moment dans sa communauté pour atteindre la vie qu'il souhaite mener.

Cette exigence de justice permet à Rawls de définir une liste de biens premiers, c'est-à-dire « *des biens utiles quel que soit le projet de vie rationnel* »⁶. Il distingue les biens premiers naturels, comme la santé ou les talents, qui ne sont pas soumis au contrôle des institutions et les biens premiers sociaux, comme les libertés et droits fondamentaux, les positions sociales et le respect de soi, enfin les avantages socio-économiques liés à ces positions qui aident les individus à poursuivre librement leurs objectifs. Une société juste est une société dont les institutions répartissent les biens premiers sociaux de manière équitable entre les membres en tenant compte des différences dans la dotation en biens premiers naturels. Le bien-être, défini à partir de ces biens premiers, est évalué sur la base de la possession des biens premiers, avec une prévalence pour la liberté individuelle.

B. La réaction de Sen

Cet enrichissement va faire prendre conscience à Amartya Sen, que le bien-être utilitariste reste enfermé dans le carcan trop étroit de la satisfaction de l'intérêt personnel. Rawls amène Sen à réfléchir sur la théorie welfariste du bien-être, à prendre du recul par rapport à la théorie néo-classique. Toutefois, Sen n'adopte pas entièrement la Théorie de la justice rawlsienne, considérant celle-ci comme fétichiste.

Premièrement, il focalise sa critique sur les biens premiers. Certes, reconnaît-il, ceux-ci s'insèrent dans une base informationnelle plurielle et plus riche que la simple focalisation sur l'utilité, notion unique et homogène. Cependant, le regroupement de tous les biens premiers en une seule catégorie est trompeur. En effet, puisque, selon Rawls, l'état de nature garantit a priori, de façon égalitaire, les libertés fondamentales de tous les individus d'une même société mais aussi une égalité des chances, les seuls critères qui permettent de différencier les individus sont donc les ressources monétaires et la richesse. Il semble donc que, *in fine*, l'approche en termes de biens premiers revient à une approche monétaire standard.

Une seconde critique concerne le principe de différence lui-même. En différenciant les individus sur la seule base des ressources, Rawls affaiblit la portée de son principe. Ainsi, deux individus dotés, *a priori*, d'un même panier de biens premiers peuvent, *a posteriori*, disposer de libertés différentes. Ainsi, « *juger l'égalité dans l'espace des biens premiers revient à donner aux moyens de la liberté priorité sur toute évaluation de l'étendue de la liberté, ce [...] qui peut être un inconvénient* »⁷. Une personne moins apte à faire usage de ses biens premiers pour s'assurer des libertés est désavantagée par rapport à une autre plus habile⁸.

2. La remise en question de la conception utilitariste du bien-être

A partir de sa lecture de Rawls, Sen remet en cause, dès 1977⁹, l'approche standard du bien-être et plus particulièrement l'approche welfariste. Son premier doute concerne les hypothèses comportementales qu'il considère comme ne représentant pas la complexité de la réalité puis le second concerne la mesure du bien-être par le revenu.

⁵ Rawls [1971], p.38.

⁶ Rawls [1971], p.93.

⁷ Sen [1992], p.27.

⁸ Rawls a récemment répondu à cette objection de Sen dans le dernier ouvrage paru avant sa mort. Rawls [1999].

⁹ Sen [1977].

A. La limite des hypothèses comportementales

La théorie du bien-être suppose que les individus ont tous un même comportement rationnel pratique orienté en fonction d'une fin (Harsanyi [1977]¹⁰). Selon Sen [1977b], cette hypothèse réduit l'être humain à un animal préoccupé par ses seuls intérêts et ne prend pas compte deux composantes primordiales du comportement : la compassion et l'engagement. S'il abandonne rapidement la première, qui n'est autre que l'influence du bien-être d'autrui sur notre propre bien-être, la considérant, malgré tout, comme égoïste, il analyse l'engagement comme un comportement altruiste, puisque la maximisation du bien-être personnel n'est pas la raison de ce comportement. L'engagement introduit alors une distance entre le choix personnel et le bien-être personnel. Ainsi, l'individu peut mener des choix rationnels sans pour autant que ceux-ci maximisent son propre bien-être. L'individu peut très bien être un *idiot rationnel*, un demeuré social (Sen [1977b]).

En d'autres termes, le problème est que l'utilitarisme n'attribue aux individus qu'un seul classement de leurs préférences, et « *au gré des besoins, ce classement est supposé refléter les intérêts de la personne, représenter son bien-être [...] et décrire ses choix et son comportement effectifs* »¹¹. Plus précisément, en s'appuyant sur une solution proposée à ce problème par Harsanyi [1955] qui distingue préférences éthiques et préférences subjectives¹², Sen va plus loin en proposant non plus un double classement mais un méta-classement¹³ des préférences individuelles, c'est-à-dire une hiérarchisation des utilités. En se basant sur l'analyse de Rawls, Sen définit une hiérarchisation des utilités retirées à partir des biens premiers. Chaque bien permet à l'individu d'exprimer une utilité qui sera classée avec les utilités retirées des autres biens premiers. Le classement selon les préférences n'est donc plus le seul qui puisse dicter l'action à mener (c'est-à-dire celle qui maximise l'utilité) puisque, dorénavant, l'individu devra agir en tenant compte du méta-classement. Au total, cette technique remet en cause l'approche utilitariste classique, puisqu'elle « *contribue au raisonnement qui permet d'accorder de la valeur au fait d'avoir différents types de préférences* »¹⁴.

B. La mesure du bien-être

A partir de ce méta-classement, Sen remet en cause la mesure du bien-être par la seule mesure des préférences. En effet, l'utilitarisme pose comme principe premier le conséquentialisme, à savoir que toutes les actions sont jugées à l'aune de leurs conséquences et si celles-ci sont « bonnes » l'action sera considérée comme augmentant l'utilité de celui ou celle qui l'accomplit, et inversement. Une deuxième dimension de l'utilitarisme est la théorie du bien-être. Elle part de la combinaison d'un jugement sur un état de fait basé sur la seule utilité et du conséquentialisme, dont il résulte que tout choix doit être jugé par les utilités qu'il engendre. Dans cette approche, le bien-être, mesuré par l'utilité, sera déterminé par le revenu disponible permettant à l'individu de consommer. Il retirera de cette consommation une satisfaction, une préférence. L'individu exprimera alors son utilité en fonction du classement de ses préférences.

Cette approche welfariste est restrictive sur plusieurs points : tout d'abord, elle ne considère le bien-être que comme étant une fonction croissante et continue de la satisfaction, avec la consommation comme argument. Ensuite, considérer exclusivement la consommation, c'est ignorer d'autres composantes du plaisir qui ne sont pas exclusivement d'ordre matériel (comme une satisfaction psychologique d'accomplir un acte, d'aider son prochain). Enfin, exprimer le bien-être par une composante purement monétaire, c'est ignorer la complexité du système naturel, la diversité de l'être humain et de ses caractéristiques propres.

¹⁰ Harsanyi [1977] nous rappelle que « *ce comportement consiste à poursuivre de manière conséquente certaines fins bien définies, et à les poursuivre selon un ensemble bien défini de préférences ou de priorités* ».

¹¹ Sen [1977b], p. 106.

¹² Les préférences subjectives représentent ce que l'individu préfère selon ses propres intérêts tandis que les préférences éthiques représentent ce que l'individu préfère en fonction de considérations impersonnelles ou sociales. Sen fait remarquer que si l'individu renonce à maximiser son intérêt pour un groupe particulier et non plus en fonction d'un altruisme impartial cette double solution se révèle incomplète (Sen[1977b]).

¹³ On appelle méta-classement des préférences, *le classement des classements* des préférences.

¹⁴ Sen [1977b], p. 107..

Ainsi, Sen élargit le cadre d'analyse à des considérations plurielles. Cependant, contrairement à Rawls, il ne prétend pas proposer un modèle alternatif à l'utilitarisme, mais se contente de l'enrichir. La lecture de Rawls l'a considérablement transformé et c'est à partir de celle-ci qu'il va approfondir sa propre pensée.

3. *Le développement de la pensée de Sen*

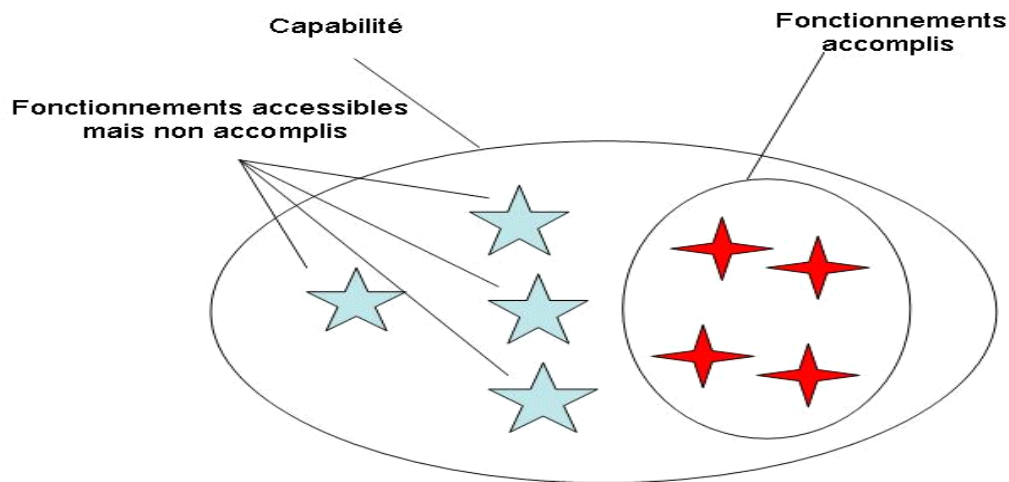
L'évolution de la pensée de Sen coïncide avec l'étude des famines qui ont marqué son enfance au Bengale et qui, à la fin des années soixante-dix, continuent de sévirent dans de nombreuses zones de la Terre. Très rapidement, Sen quitte le cocon utilitariste qui semble incapable d'expliquer la persistance de ces famines pour s'orienter vers une approche en termes d' *entitlements*. Très rapidement, il élargit ce concept vers les possibilités réelles que possèdent les individus d'être et de faire ce à quoi ils aspirent, et recentre son approche sur le concept de *capabilité*. Dès lors, le cadre analytique initié par Sen ne cesse de se développer, notamment sous l'impulsion de nouveaux partisans, toujours plus nombreux.

1. **Des entitlements aux capacités (1981-1987)**

À la fin des années soixante-dix, Sen oriente ses études vers la famine. En 1981, avec la parution de *Poverty and Famines*, les famines sont étudiées comme un phénomène à la fois économique mais aussi politique. En effet, Sen affirme que l'occurrence des famines ne correspond pas nécessairement à une chute importante de la quantité de nourriture disponible dans le pays. Dans la quasi-totalité des cas étudiés par Sen, les stocks de nourriture n'étaient pas au plus bas. Le problème n'est donc plus simplement un manque de nourriture mais devient un problème d'accès à cette nourriture.

Plus précisément, Sen considère que dans une communauté, chaque individu possède des dotations (*endowments*) à partir desquelles il va pouvoir échanger avec le reste de sa communauté. Pour cela, il possède des *entitlements*, c'est-à-dire un bien qui peut être échangé contre un autre bien. Toutefois, ces *entitlements* ne peuvent s'échanger que grâce à une fonction spécifiant l'ensemble de paniers de biens qu'une personne possède en vue de l'échanger. Il s'agit donc d'une approche en termes de possession de ressources. Par exemple, un paysan possède sa terre et sa force de travail (dotations). Grâce à ses dotations, il peut produire un panier de biens qu'il peut échanger contre d'autres biens. L'ensemble de ces biens constitue les droits à l'échange (*entitlements*) de ses dotations. Dorénavant, l'analyse des famines se concentre sur la capacité qu'ont les individus à se procurer de la nourriture (*command over food*). Une personne souffre de la faim soit parce qu'elle n'a pas la capacité à se procurer de la nourriture, soit parce qu'elle n'utilise pas cette capacité ; sa carte des droits à l'échange ne lui permet pas d'échanger ses dotations contre de la nourriture. L'approche par les *entitlements* se concentre sur la première proposition, c'est-à-dire sur les moyens de contrôle des dotations. Ce concept dessine les contours encore flous d'une nouvelle notion : *la capabilité*.

À partir de 1982, Sen se concentre sur cette nouvelle notion aboutissant à la parution, en 1987, de son ouvrage fondamental. La thèse défendue dans *Commodities and Capabilities* est le prolongement de recherches menées par Sen jusqu'à présent : comme la famine, la pauvreté est analysée comme une incapacité à se procurer les moyens de contrôle sur ses dotations. Une personne peut posséder des ressources confortables sans pour autant être capable de vivre comme elle l'entend. Le problème provient donc des moyens dont elles disposent pour convertir ses ressources en fins. Comment se fait-il qu'une personne qui possède des revenus décents ne puisse pas vivre dignement ? La réponse est qu'une personne peut ne pas posséder les moyens de transformation des revenus en conditions d'existence digne. Ces moyens de transformation sont de deux ordres : le premier vient de l'individu lui-même, de ses caractéristiques personnelles, que celles-ci soient physiques, mentales, sexuelles. Le second vient des opportunités sociales qui entourent l'individu, définissant sa position au sein de sa communauté, les règles en usage dans le groupe, son environnement social et politique. Ces deux moyens sont résumés par Sen sous le vocable *fonction d'utilisation* $f_i(.)$. Un individu handicapé aura une fonction d'utilisation différente de celle d'un individu sans handicap, et celle-ci l'empêchera alors de convertir sa dotation en accomplissements. Cette fonction d'utilisation permet de convertir un



Relations entre capacité, fonctionnements accomplis et fonctionnements accessibles
Source : auteur

panier de biens (dotations et ressources monétaires) en accomplissements (*achievements*). Elle est personnelle dans la mesure où une partie est conditionnée par les caractéristiques individuelles. Pour résumer, un individu va pouvoir convertir une dotation en accomplissements grâce à une fonction d'utilisation, compte tenu de ses caractéristiques personnelles et des caractéristiques de son environnement social, économique et politique. Cet accomplissement est ce l'individu est capable d'atteindre, ses fonctionnements (*functionings*). On peut définir les fonctionnements comme « *les différentes choses qu'une personne peut aspirer à être ou faire, ses beings and doings* »¹⁵. L'individu possède un ensemble de fonctionnements que l'on appelle capacité (*capability*), parmi lequel il va choisir de réaliser tel ou tel fonctionnement selon qu'il accorde ou non de la valeur et selon ses contraintes institutionnelles.

A partir de là, on peut définir la capacité d'une personne comme *l'étendue des possibilités réelles que possède un individu de faire et d'être* ou encore comme Sen, « *la capacité d'une personne reflète les combinaisons alternatives de fonctionnements que cette personne peut réaliser, et parmi lesquelles elle peut en choisir quelques-unes* »¹⁶. Il s'agit en fait de la liberté que possède l'individu de choisir parmi tous ses fonctionnements potentiels ceux qui vont lui permettre de satisfaire ce qu'il attend de sa vie, ce qu'il a raison de valoriser¹⁷. La capacité est donc tous les fonctionnements potentiels qui peuvent aller de plus simple comme « se nourrir décemment » au plus compliqué comme « vivre une vie digne d'être vécue ». L'approche est donc multidimensionnelle dans le sens où la seule focalisation sur le revenu est abandonnée au profit d'une vision plus large du bien-être qui fait entrer en ligne de compte une multitude de composantes. On peut donc représenter l'espace des capacités comme sur le schéma ci-dessus.

Le bien-être d'un individu prend donc en compte l'étendue de la liberté de choix qu'il possède entre tous les fonctionnements qui lui sont potentiellement accessibles. Ce bien-être sera mesuré par l'utilité qu'il retirera de son ensemble de capacités mais aussi par l'utilité retirée des fonctionnements effectivement accomplis. Pour rendre maximum son bien-être, l'individu va non seulement chercher à augmenter son espace de fonctionnements mais également chercher à pouvoir effectivement réaliser les fonctionnements qu'il choisit de valoriser. Il existe donc une double contrainte à la maximisation du bien-être : sa capacité à choisir parmi ce qui s'offre à lui, mais également l'étendue de l'offre. L'approche par les Capacités est donc une théorie du choix personnel, puisque celui-ci est au centre de la décision de l'individu. Par conséquent, la pauvreté revêt trois formes : (i) une composante essentielle, la pauvreté de ressources. En effet, comme nous l'avons vu, les ressources (*endowments*) sont à la base des échanges et vont être transformées en fonctionnement. Sans ressource, l'individu ne

¹⁵ Sen [1999], p. 82.

¹⁶ Sen [1992], p.67 . Traduction de l'auteur.

¹⁷ L'Approche par les Capacités n'entend pas émettre de jugement de valeur sur la qualité de vie que souhaite atteindre l'individu.

peut prétendre à atteindre un quelconque fonctionnement, (ii) une composante en termes de droits, d'*entitlements*, lorsque l'individu ne va pas pouvoir convertir ces dotations en fonctionnements, pour des raisons personnelles ou institutionnelles, (iii) enfin une composante en termes de liberté de choisir certains fonctionnements, c'est-à-dire une pauvreté de capacités.

Au total, on peut dire que l'approche par les Capacités en se focalisant sur les moyens que possèdent réellement les individus pour convertir leurs ressources en satisfaction (mesurée par l'utilité) permet d'élargir l'évaluation du bien-être à des considérations autre que monétaires, de faire place à des composantes sociales, ainsi qu'à un comportement altruiste tout en considérant que l'homogénéité des individus et des situations est une limite flagrante de l'approche utilitariste.

2. L'enrichissement de l'approche (depuis 1987)

A partir de 1987, le cadre conceptuel de l'évaluation du bien-être grâce aux capacités est posé de façon claire et précise. Grâce à lui, Sen repense la pauvreté, l'inégalité et le développement. Sa pensée reste cependant cantonnée à la sphère scientifique et il faudra attendre les années 1998 (attribution du Prix Nobel d'Economie) et 2000 (publication de Development As Freedom) pour que le grand public accède à l'œuvre. Toutefois, l'approche reste en perpétuelle évolution grâce aux auteurs se référant à ce cadre analytique.

A. Vers une inégalité de capacités

En 1992, paraît Inequality Reexamined, un ouvrage qui marque l'évolution de la pensée économique de Sen vers des aspects sociaux comme les inégalités ou la discrimination. Dans celui-ci, Sen remet en cause les approches welfaristes et rawlsiennes de l'inégalité. Dans le premier cas, il critique une vision basée sur le revenu, les ressources ou le bonheur. Dans le second cas, c'est la vision centrée sur les dotations en biens premiers qui est visée. Toutefois, l'argument avancé est le même : au lieu de considérer l'inégalité dans les résultats (les accomplissements) les deux approches se contentent de considérer l'inégalité dans les dotations (ressources ou biens premiers, c'est-à-dire les moyens de l'accomplissement). Ainsi, il suffit de réduire la distance qui existe entre les dotations des individus pour réduire l'inégalité. Sen rejette cette vision pour s'orienter vers l'inégalité de capacités. En effet, doter deux personnes vivant dans une communauté d'un même revenu ou d'un même panier de biens premiers n'en garantit pas une même utilisation puisque les individus diffèrent l'un de l'autre. L'inégalité provient alors de la liberté d'accomplir plutôt que des dotations. L'espace d'évaluation est déplacé vers les capacités. L'inégalité sera jugée sur la liberté de pouvoir convertir les dotations en accomplissements, c'est-à-dire sur les capacités. Or cette liberté dépend de (i) les caractéristiques institutionnelles et environnementales (ici les mêmes pour les deux individus), (ii) leurs caractéristiques personnelles. Lutter contre les inégalités de capacités, c'est réduire l'écart entre les libertés réelles auxquelles peut prétendre l'individu le moins bien loti et celles de l'individu de référence. Ou encore lui offrir un ensemble maximal de choix parmi lequel il aura la liberté de choisir ceux qu'il désire accomplir.

B. Le développement comme renforcement des libertés

L'approche par les Capacités a également permis à Sen et à de nombreux auteurs de reconsidérer le développement. Dans son Development as Freedom, Sen adopte une vision à la fois plus philosophique et plus politique des capacités. Suite au débat avec la philosophe américaine M. Nussbaum (Nussbaum [2000], Nussbaum et Sen [1993]), le concept de capacité s'oriente de plus en plus vers celui de liberté. Sa vision du développement devient libérale, et il a intitulé son chapitre introductif *Le Développement comme Liberté*. La liberté constitue autant un moyen qu'une fin du développement. Celui-ci passant forcément par un renforcement et une extension des libertés essentielles dont jouissent les individus (Sen, [1999]), et non plus seulement comme la simple croissance de la richesse. L'approche devient politique lorsque Sen prône le modèle démocratique comme *terreau politique* de développement. Il va même plus loin en recommandant l'instauration d'une démocratie participative (sans pour autant se préoccuper de savoir si tous les individus possèdent la capacité de pouvoir s'exprimer aisément en public). Pour Qizilbash [1996] et Alkire

[1999] enfin, l'approche par les Capacités permet d'orienter les politiques macroéconomiques en faveur d'un développement qui serait plus humain.

C. La dynamique des capacités

L'enrichissement de la théorie procède également de nombreux auteurs travaillant sur la dynamique des capacités. En ce sens, Dubois, Mahieu et Poussard [2000] appréhendent les capacités à travers le concept de développement socialement durable qu'ils définissent comme la transmission intergénérationnelle d'un stock de capacités¹⁸ grâce au renforcement de l'accessibilité, des potentialités et des opportunités¹⁹. Pour eux, le développement macroéconomique ne peut passer que par un renforcement de l'accès aux services de base, mais également par l'élargissement des potentialités c'est-à-dire l'ensemble des ressources individuelles mobilisables ou encore par le développement de réelles opportunités de pouvoir mobiliser ces ressources. Toutefois, il est important de garder à l'esprit que ce développement n'est viable que si l'on respecte une équité intergénérationnelle de capacités. De son côté, Comim [2003] oriente ses recherches vers une dynamique des capacités, c'est-à-dire l'étude de l'évolution et des stratégies des individus dans le temps grâce à une perspective évolutionnariste. On constate donc que l'évolution du cadre conceptuel est en perpétuel mouvement grâce à l'apport des nombreux auteurs qui travaillent dans des champs d'analyse aussi variés que l'économie, la philosophie, la sociologie ou l'anthropologie. Cet enrichissement permet à l'approche multidimensionnelle de dessiner des contours plus précis et plus fidèles du bien-être individuel. Toutefois, ce principal avantage théorique est également la principale limite lorsque l'on souhaite la mettre en oeuvre.

4. Les limites de l'approche par les Capacités

Ce cadre théorique, qui ne cesse de s'enrichir de toute part conduit-il à redéfinir le bien-être de telle sorte qu'apparaît un nouveau paradigme²⁰ économique ? Ou au contraire, cette multidimensionnalité de la capacité n'entraîne-t-elle pas inéluctablement un problème de mise en oeuvre empirique, tant conceptuelle que factuelle ?

1. Le problème de l'évaluation des capacités

Contrairement à l'approche monétaire du bien-être, lorsque l'on souhaite mettre en oeuvre empiriquement le cadre conceptuel des capacités, on se heurte rapidement à un double écueil : un problème conceptuel dans le choix de la base informationnelle retenue pour évaluer le bien-être, et un problème factuel dans la construction d'un indicateur de bien-être multidimensionnel.

A. Capacités ou fonctionnements de l'individu ?

Cette question revient au choix entre une évaluation du bien-être basée sur l'ensemble des capacités et une évaluation basée sur les seuls fonctionnements accomplis. Sen [1992] préconise de recourir à l'ensemble capacité pour évaluer la liberté de rechercher le bien-être, la « *liberté de jouir du bien-être* »²¹. Pour Robeyns [2001], il est important de se concentrer sur la capacité de fonctionner (capability to function) puisque « *elle se concentre directement sur la liberté elle-même et non sur les moyens de la réaliser, et elle identifie les alternatives réelles que nous avons devant nous* »²². Nous pouvons ajouter que si l'on s'intéresse aux capacités dans leur ensemble, on considère tous les fonctionnements (choisis ou non), puisqu'ils sont représentatifs de tout ce à quoi l'individu peut prétendre comme modes de vie. Aussi, si l'on ne se focalise que sur les fonctionnements

¹⁸ Ce point de vue n'est pas retenu dans le présent papier, nous lui préférerons la transmission d'un stock de potentialités qui fera l'objet d'un papier à paraître.

¹⁹ Pour une définition précise de ces termes se reporter à Bertin [2003].

²⁰ On définit un paradigme comme un modèle théorique de pensée qui oriente la recherche et la réflexion scientifiques.

²¹ Sen [1992], p. 67.

²² Robeyns [2001], p.4.

accomplis, on évince de l'évaluation toutes les composantes non accomplies et donc par conséquent on minimise le rôle joué par la liberté de choix. En effet, considérons un individu qui réalise parfaitement tous les fonctionnements qu'il a choisis. On peut raisonnablement considérer que son bien-être est maximum. Maintenant, considérons le même individu, dans une société où il ne peut exprimer ses choix, son comportement étant dicté par un dictateur. De plus, supposons que ce dictateur impose à l'individu les fonctionnements qu'il aurait effectivement choisis. Si on s'arrête à l'évaluation par les fonctionnements accomplis, le bien-être reste maximum, puisque les fonctionnements effectivement réalisés correspondent aux fonctionnements valorisés par l'individu. Au contraire, si on prend en compte l'espace des capacités de l'individu, sa liberté de choisir et de valoriser les fonctionnements qu'il souhaite est contrainte par le dictateur. On voit donc bien que l'évaluation de la liberté de rechercher le bien-être repose sur une appréhension de l'ensemble des capacités.

Toutefois se pose un certain nombre de problèmes. Le premier concerne l'évaluation de la liberté. Sur quels critères juger si une liberté est respectée ou bafouée ? Beaucoup d'auteurs ont essayé de résoudre ce problème sans pour autant offrir une réponse satisfaisante²³. Le second problème concerne la multidimensionnalité du phénomène. Comme nous l'avons vu, l'atout théorique de cette approche est qu'elle offre au bien-être un visage multidimensionnel. Cependant, au niveau empirique, cet atout devient rapidement une limite. En effet, lorsque l'on évalue cette liberté de rechercher son bien-être, on considère à la fois les fonctionnements accomplis mais également ceux qui auraient pu l'être mais qui pour certaines raisons ne le sont pas. Pour Brandolini et d'Alessio [1998], se concentrer sur la capacité, c'est obligatoirement tenir compte d'alternatives potentielles qui ne seront jamais choisies par l'individu (car il ne les valorise pas). Or, ces alternatives sont infinies si on considère les fonctionnements les plus compliqués. Comment évaluer un fonctionnement qui peut être potentiellement choisi mais qui, *in fine*, ne l'est pas ? Il est donc nécessaire de se tourner vers les fonctionnements accomplis comme mesure ultime du bien-être. Il existe un argument à ce choix : puisque les fonctionnements sont accomplis, c'est qu'ils faisaient partie de l'ensemble capacité et qu'ils ont été choisis. On prend donc en compte à ce niveau la liberté de choix de l'individu, mais on n'essaie plus de l'évaluer, on l'endogénéise dans notre évaluation du bien-être. Nous optons pour ce point de vue dans la mesure où, empiriquement, il est impossible de juger tous les fonctionnements potentiels. Au total, la capacité nous permet d'évaluer la liberté de rechercher le bien-être, tandis que les fonctionnements accomplis nous permettent d'évaluer le bien-être d'un individu.

B. La construction d'un indicateur de fonctionnements accomplis

Le second problème rencontré lors de la mise en œuvre concerne la construction des indicateurs de fonctionnements. Quels fonctionnements retenir ? Comment construire un tel indicateur ? Quelle pondération utiliser ?

La plupart des auteurs qui évaluent le bien-être déclarent se situer dans la lignée de Basu [1987] dont la « *position rejoint celle de Sen quant à l'évaluation du bien-être sur la base des fonctionnements, mais en focalisant sur les fonctionnements accomplis à la place des capacités* »²⁴. Ainsi Brandolini et d'Alessio [1998], Martinetti [2000], Harrison [2001] ou Lelli [2001] ont évalué le bien-être grâce aux fonctionnements dans des cadres méthodologiques différents. Dans tous les cas, les auteurs ont utilisé des variables similaires: une en termes d'actifs, une de santé, une d'éducation, une de logement. Mais peut-on pour autant affirmer qu'il s'agisse d'une liste universelle de fonctionnements ? Le débat est virulent à ce sujet : peut-on affirmer – comme Martha Nussbaum – que le bien-être passe obligatoirement par la réalisation d'une liste de fonctionnements universels hiérarchisés ? Ou considère-t-on plutôt, que le bien-être est contingent aux situations et aux individus et c'est de l'étude empirique que naîtra une liste de fonctionnements consensuels ? On optera pour la deuxième solution, puisque rien ne permet d'affirmer qu'une telle liste universelle existe en tout lieu et en tout temps.

Une fois cette liste établie, il existe deux méthodes principales pour évaluer le bien-être sur la base des fonctionnements accomplis qui diffèrent sur le codage et la pondération des données. Pour reprendre Sirven [2003], on peut dire qu' « *il s'agit de passer d'un espace à [n] dimensions dans*

²³ Humana [1986].

²⁴ Basu [1987], p.1.

lequel les ménages sont représentés par $[n]$ variables, à un espace unitaire dans lequel une valeur nominale synthétiserait l'ensemble de l'information relative à chaque ménage»²⁵. La première méthode, basée sur l'analyse factorielle s'appuie sur un codage objectif des données (Sirven [2003], Lelli [2001]). Cette méthode est objective dans la mesure où la sélection des éléments pertinents ne se fait pas sur la base d'un choix *a priori*, mais grâce à la combinaison des caractères initiaux. La seconde méthode est celle de la Théorie des Ensembles Flous (Martinetti [1994], [2000], Cheli, Lemmi [1995]). Cette théorie permet de prendre en considération des observations incertaines, vagues et approximatives. Contrairement à la théorie classique des ensembles où un élément appartient ou non à un ensemble, la théorie des ensembles flous permet de considérer l'élément comme appartenant partiellement à l'ensemble selon un degré d'appartenance (Lelli [2001]). Cette théorie semble particulièrement adaptée à l'étude de la pauvreté, puisque s'il est parfois aisément établi qu'un individu est pauvre, il existe des situations où on ne peut l'affirmer. Cela est particulièrement vrai lorsque l'on appréhende la pauvreté de façon multidimensionnelle puisque certaines dimensions ne possèdent pas de limites franches. L'étude de la pauvreté restant floue. Cette méthode, qualifiée de subjective, se base sur une sélection de fonctionnements *a priori*, guidée par « *le bon sens du scientifique* » (Fusco [2003]). Cependant, la limite flagrante de cette méthode *a priori* est qu'elle introduit une distorsion importante dans la pondération des fonctionnements choisis.

Le mérite de ces deux méthodes encore expérimentales est de tenter de mettre en œuvre un cadre conceptuel riche, qui parfois peut se montrer contraignant. De plus, la réduction des dimensions du bien-être est un passage obligé si le but est de déterminer des niveaux de pauvreté. L'approche par les Capacités peut trouver grâce à ces deux méthodes les arguments qui lui manquaient pour être empiriquement vérifiée.

2. Les capacités comme nouveau paradigme ?

L'approche par les Capacités en remettant profondément l'approche utilitariste du bien-être est considérée par nombres d'auteurs comme un nouveau paradigme. Cependant, une double question peut être posée : en quoi une théorie qui base l'évaluation du bien-être sur l'utilité constitue un nouveau paradigme économique ? L'approche de plus en plus politique des capacités permet-elle de renforcer l'idée qu'il s'agit d'un nouveau paradigme ?

A. Un nouveau paradigme économique ?

Les capacités permettent d'élargir le spectre d'évaluation du bien-être, en considérant que la liberté de choisir des modes de vie différents est plus importante que les ressources que l'on détient pour atteindre ces modes de vie. Rappelons que l'approche monétaire devient une composante des capacités et l'évaluation du bien-être ne se base plus sur l'utilité retirée d'une consommation mais sur l'utilité retirée de l'accomplissement de certains fonctionnements et sur l'étendue de l'espace des capacités. La question que l'on est en droit de se poser est de savoir si l'approche par les Capacités constitue un nouveau paradigme dans le développement, ou s'il s'agit d'un enrichissement de l'utilitarisme ?

Pour constituer un nouveau paradigme, l'approche par les Capacités doit proposer une réelle alternative au modèle utilitariste. Or, l'évaluation du bien-être reste, *in fine*, basée sur la mesure de l'utilité que retire l'individu des ses fonctionnements accomplis. Le mérite de Sen n'a pas été de proposer une réelle alternative à l'utilitarisme, mais plutôt de fonder l'évaluation du bien-être sur des considérations autres que purement monétaires. L'enrichissement du modèle utilitariste passe par la prise en compte de composantes sociales, environnementales et politiques, plus complexes à évaluer mais plus pertinentes que la simple consommation. On peut donc penser que si Sen avait voulu construire un nouveau paradigme, il aurait d'abord cherché à abandonner l'utilité comme mesure du bien-être, or il est toujours resté dans ce cadre-là. En ce sens, on peut oser qualifier Sen d'« *alter-utilitariste* ».

La question que l'on peut alors se poser est de savoir si le fait de rester dans le paradigme utilitariste d'un point de vue scientifique ne fige pas l'approche politique dans ce même cadre

²⁵ Sirven [2003], p.13.

utilitariste. Et ainsi prôner un développement par la liberté instrumentale plutôt que constitutive, comme semble l'indiquer Sen dans son Development as Freedom.

B. Vers un paradigme politique ?

Le débat entre Nussbaum et Sen peut laisser penser que l'approche par les Capacités renouvelle le développement. Le récent Colloque sur l'approche par les Capacités qui a eu lieu à Pavie conforte cette idée que le développement passe dorénavant par un renforcement des capacités. L'intervention de Nussbaum [2003] est avant tout politique puisqu'elle recommande de penser le développement comme un renforcement des capacités. Ainsi, elle préconise le respect de dix principes que l'ensemble de la planète doit suivre pour que tous les pays accèdent au développement. Ces dix principes correspondent à une vision plutôt réductrice du monde puisque contrairement à la philosophie de l'approche (respect du choix individuel), Nussbaum entend ériger ses principes en paradigme pour le respect d'une justice globale basée sur les capacités. Amartya Sen se situe dans le même courant puisque avec son Development as Freedom, il montre que le développement économique basé sur la croissance n'est plus à même de répondre aux exigences de justice sociale, d'équité et de respect de la personne. A l'inverse, le développement par la liberté, qui place l'individu, ses choix et ses accomplissements au cœur du modèle, permet de repenser la justice sociale. Le concept de capacités s'oriente ainsi de plus en plus vers celui de liberté, prenant un ton plus politique. Tout paradigme normatif est avant tout un paradigme politique. Dans ce sens on peut penser que le développement est entré dans *l'ère de la liberté*. Mais s'agit-il pour autant d'un nouveau paradigme ? Le récent intérêt des Institutions internationales pour ce mode de développement, sous le terme d'*empowerment* peut laisser présager une récupération politique des concepts (Banque Mondiale [2001], [2002]).

5. Conclusion

L'objectif de ce papier est de présenter de manière synthétique la mise en place du cadre conceptuel de l'approche par les Capacités, mais également de montrer le cheminement de la pensée économique de Sen. Au départ, Sen s'inscrit dans la veine utilitariste néo-classique et plus particulièrement dans le *Social Choice*. Mais très vite, grâce à sa lecture de Rawls, il remet en question cette approche purement monétaire du bien-être grâce à une approche basée sur une évaluation non monétaire du bien-être en introduisant des variables socio-économiques, psychologiques ou sociologiques. Ce déplacement vers les capacités amène à considérer le bien-être comme une liberté de choix que possèdent les individus. Améliorer le bien-être revient donc à élargir l'espace des capacités, c'est-à-dire l'espace des fonctionnements réalisables. Cependant, la focalisation théorique sur les capacités laisse place, sur le terrain, à une évaluation du bien-être en termes de fonctionnements accomplis, beaucoup plus facile à concevoir, et deux méthodes d'évaluation du bien-être, basées sur l'analyse factorielle et sur la théorie des ensembles flous, offrent aujourd'hui un espoir de mise en œuvre empirique du cadre théorique. Toutefois, la mesure du bien-être reste problématique. Même si l'approche par les Capacités offre de nouvelles perspectives dans l'appréhension du développement et de la pauvreté, elle ne constitue pas pour autant un nouveau paradigme. En effet, l'approche reste utilitariste, puisque le bien-être est évalué, *in fine*, par l'utilité individuelle. De plus, la récupération politique par les instances internationales peut laisser craindre une dérive libérale du concept de capacités.

Références bibliographiques

BANQUE MONDIALE, 2001, Rapport mondial sur le développement économique 2000/2001, combattre la pauvreté. Editions ESKA. Washington.

BANQUE MONDIALE, 2002, Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook. Poverty Reduction Group, World Bank, May 2002.

BERTIN, A., 2003, Glossaire des termes techniques utilisés dans l'approche par les Capacités. Intervention lors du 3^{ème} Colloque sur l'approche par les Capacités : *D'un développement viable à une liberté durable*, 6-10 Septembre 2003, Université de Pavie.

CHELI, B., LEMMI, A., 1995, A totally fuzzy and relative approach to the multidimensional analysis of poverty. *Economic Notes*, n°1.

CHIAPPERO MARTINETTI, E., 1994, A New Approach to Evaluation of Well-Being and Poverty by Fuzzy Set Theory, *Estratto da Giornale Degli Economisti e Annali di Economia*. Università di Pavia.

COMIM, F., 2003, Capability Dynamics: the importance of time to capability assessments. Intervention lors du 3^{ème} Colloque sur l'approche par les Capacités : *D'un développement viable à une liberté durable*, 6-10 septembre 2003, Université de Pavie.

DUBOIS, J.-L., MAHIEU, F.-R., POUSSARD, A., 2000, La durabilité sociale comme composante du développement humain durable. C3ED, Université de Versailles St. Quentin en Yvelines. Miméo.

FARVAQUE, N., 2003, Responsabilité et travail d'évaluation : les terrains de l'action publique dans l'Approche par les Capacités. Institutions et dynamiques historiques de l'économie. UMR 8533 CNRS. IDHE Cachan. Document de Travail n°03-06.

FUSCO, A., 2003, On the definition and measurement of poverty: The contribution of multidimensional analysis. CEMAFI. Université Nice – Sofia Antipolis.

HARSANYI, J., 1955, Cardinal welfare, individualistic ethics and interpersonal comparisons of utility. *Journal of Political Economy*. Vol. 63.

—, 1977, Non-Linear Social Welfare Functions : A Rejoinder to Professor Sen, in R.E. BUTTS et J. HTIKKA, *Foundational Problems in the Special Sciences*, Dordrecht, Reidel.

HUMANA, C., 1986, *The world guide to human rights*. Facts on file. New York.

LACHAUD, J.P., 2002, Pauvreté monétaire et privations des capacités en Afrique, Contribution à l'analyse des interactions, Série de recherche n°6, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV. Pessac

LELLI, S., 2001, Factor analysis vs. fuzzy sets theory: assessing the influence of different techniques on Sen's functioning approach. Intervention lors de la Conférence *Justice and poverty : examinig Sen's capability approach*. 5-7 Juin 2001. St Edmund's College, New Hall, and Lucy Cavendish College. Cambridge.

NUSSBAUM, M., 2000, *Women and Human Development. The Capabilities Approach*, Cambridge: Cambridge University Press.

—, 2003, *Beyond the Social Contract: Capabilities and Global Justice*. Intervention lors du 3^{ème} Colloque sur l'approche par les Capacités : *D'un développement viable à une liberté durable*, 6-10 septembre 2003, Université de Pavie.

NUSSBAUM, M., SEN, A., 1993. *The Quality of Life*. Oxford: Clarendon.

QIZILBASH, M., 1996, Capabilities, Well-Being and Human Development. *Journal of Development Studies*. Vol.33.

RAWLS, J., 1971, *A Theory of Justice*, The Belknap Press of Harvard University Press; trad. fr. De Catherine Audard, *Théorie de la justice*, Editions du Seuil, 2^{ème} édition, 1997.

RAWLS, J., 1999, *Justice as Fairness. A Restatement* —, The Belknap Press of Harvard University Press, trad. fr de Bertrand Guillaume, *La justice comme équité, une reformulation de Théorie de la Justice*, Editions La Découverte, 2003.

REDDY, S.J., POGGE, T., 2003, *How not to count the poor*. Columbia University. New York.

ROBEYNS, I., 2001, Sen's Capability Approach and Feminist Concern. Intervention lors de la Conférence *Justice and poverty : examinig Sen's capability approach*. 5-7 Juin 2001. St Edmund's College, New Hall, and Lucy Cavendish College. Cambridge.

SEN, A.K., 1970, *Collective Choice and Social Welfare*, San Fransisco, Holden-Day; réédition, Amsterdam, north-Holland, 1979.

—, 1976, *Poverty : An ordinal Approach to Measurement*, *Econometrica*, Vol. 44, n° 2.

—, 1977a, *Social Choice Theory: a re-examination*. *Econometrica*, Vol. 45.

—, 1977b, *Rational Fools : a critique of the behavioural foundations of economic theory*. *Philosophy and Public Affairs*. Vol.6.

—, 1981, *Poverty and famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.

—, 1985, *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperbacks, Oxford University Press (5ème édition 2000).

—, 1992, *Inequality re-examined*. Oxford, Clarendon Press; trad. fr. De Paul Chemla, *Repenser l'Inégalité*, Paris, Seuil, 2000.

—, 1999, *Development as freedom*, A. Knopf Inc. ; trad. fr. de Michel Bessières, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob, 2000.

SIRVEN, N., RASOLOFO, P, 2003, Comprendre l'impact du Capital Social sur les Inégalités grâce à l'Approche par les Capacités. Intervention lors du 3^{ème} Colloque sur l'Approche par les Capacités : *D'un développement viable à une liberté durable*, 6-10 septembre 2003, Université de Pavie.